

lijke en vrouwelijke franstalige klerken-typisten (rang 30). Uitslagen, bl. 11564. — Bijzondere wervingen van nederlandstalige of franstalige aspiranten, operatieve brigadiers, operatieve agenten en geschoolde werklieden B (openbare werken), ten behoeve van de Algemene Directie van de Civiele Bescherming van het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Errata, bl. 11565.

*Ministerie van Verkeerswezen*

Bestuur der postchecks, bl. 11565.

*Ministerie van Economische Zaken*

Bijzondere voorschriften inzake springstofverhandelingen in de haven van Zeebrugge, gevoegd bij het besluit d.d. 23 september 1980 van het hoofd van de Dienst der springstoffen, genomen bij toepassing van artikel 72 van het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende Algemeen Reglement op de springstoffen, bl. 11566. — Waarde van de variatieformules van de prijzen van het gas van de openbare verdeling voor het vierde kwartaal 1980, bl. 11571. — Prijzen van de elektrische laagspanningsenergie, bl. 11571. — Formule E.L. Vierde kwartaal 1980, bl. 11571.

*Ministerie van Justitie*

Rechterlijke Orde, bl. 11571.

*Ministerie van Financiën*

Administratie der Douane en Accijnzen. Bekendmaking gedaan ter uitvoering van artikel 10 van de algemene wet inzake douane en accijnzen. Algemene tariefpreferenties, bl. 11571. — Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 11572.

dactylographes (rang 30) masculins et féminins d'expression française. Résultats, p. 11564. — Recrutements spéciaux d'aspirants, brigadiers opératifs, agents opératifs et ouvriers qualifiés B (travaux publics) d'expression française ou néerlandaise, pour les besoins de la Direction générale de la Protection civile du Ministère de l'Intérieur. Errata, p. 11565.

*Ministère des Communications*

Office des chèques postaux, p. 11565.

*Ministère des Affaires économiques*

Prescriptions spéciales en matière d'opérations relatives aux explosifs dans le port de Zeebrugge, annexées à l'arrêté du chef du Service des explosifs en date du 23 septembre 1980, pris en application de l'article 72 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant Règlement général sur les explosifs, p. 11566. — Valeur des formules de variation de prix du gaz de la distribution publique pour le quatrième trimestre 1980, p. 11571. — Prix de l'énergie électrique en basse tension, p. 11571. — Formule I.B.T. Quatrième trimestre 1980, p. 11571.

*Ministère de la Justice*

Ordre judiciaire, p. 11571.

*Ministère des Finances*

Administration des Douanes et Accises. Publication faite en exécution de l'article 10 de la loi générale sur les douanes et accises. Préférences tarifaires généralisées, p. 11571. — Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des Domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 11572.

**WETTEN, DECRETEN, BESLUITEN EN AKTEN VAN DE REGERING  
LOIS, DÉCRETS, ARRÊTÉS ET ACTES DU GOUVERNEMENT**

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

**20 JUIN 1980. — Décret fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse (1)**

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Le Conseil culturel de la Communauté culturelle française a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1er.** Dans les limites des dotations culturelles, le ministre ayant la politique de la jeunesse dans ses attributions, ci-après dénommé le ministre, octroie des subventions aux organisations de jeunesse reconnues aux conditions prescrites par ou en vertu du présent décret.

**CHAPITRE I. — De la reconnaissance**

**Art. 2. § 1er.** Par « organisation de jeunesse » au sens du présent décret, on entend une association volontaire de personnes physiques ou morales qui, répondant aux conditions prévues à l'article 3 ci-après, contribuent au développement par les jeunes de leurs responsabilités et aptitudes personnelles en vue de les aider à devenir des citoyens actifs, responsables et critiques au sein de la société.

§ 2. Par « groupement de jeunesse » au sens du présent décret, on entend une association ou un groupe qui, sans répondre à l'ensemble des conditions fixées à l'article 3, ont une activité spécifique conçue au profit des jeunes et contribuant de manière suffisamment large à leur formation.

(1) Session 1976-1977.

Document du Conseil. — Projet de décret, n° 74, n° 1.

Session 1979-1980.

Documents du Conseil. — Document de renvoi à la session 1976-1977, n° 30, n° 1. — Amendements, n° 30, n° 2, 3, 4 et 6. — Sous-amendements n° 30, n° 5, 7 et 8. — Rapport, n° 30, n° 9.

Comptes rendus intégraux. — Discussion et adoption des articles. Séances du 3 juin 1980. — Adoption. Séance du 17 juin 1980.

§ 3. Les organisations et groupements de jeunesse visés aux alinéas précédents doivent concevoir et mener leurs activités dans le respect des valeurs et des règles de la démocratie ainsi que des principes contenus dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

§ 4. Sur avis du Conseil de la jeunesse d'expression française, les organisations de jeunesse qui répondent aux conditions fixées à l'article 3 sont reconnues par le ministre et classées par lui dans une des catégories prévues au même article. Dans sa proposition, le Conseil mentionné, s'il y a lieu, son souhait de voir appliquer l'article 10.

La reconnaissance accordée est soumise à confirmation triennale. Une décision négative concernant l'agrégation d'une organisation porte effet — notamment concernant le droit aux subventions — six mois après la notification écrite à l'organisation intéressée.

§ 5. Le Ministre, après avis du Conseil, retire la reconnaissance aux organisations de jeunesse qui cessent de répondre aux conditions.

§ 6. Une même association ne peut être reconnue comme organisation de jeunesse et comme organisation d'éducation permanente des adultes. Au cas où une association satisfait à la fois aux conditions imposées pour être reconnue en la première et en la seconde qualité, il lui appartient de faire choix de l'une à l'exclusion de l'autre.

**Art. 3. § 1er.** Pour obtenir la reconnaissance comme organisation de jeunesse, et la conserver, l'association doit :

— Exercer une activité correspondant à l'objectif défini à l'article 2 sur base d'initiatives locales, régionales ou communes à l'ensemble de la communauté culturelle d'expression française

— Se donner un statut d'A.S.B.L. ou, en cas d'association de fait, se donner une dénomination et un règlement d'ordre intérieur excluant tout but de lucre et garantissant son autonomie

— Avoir son siège dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

— S'adresser à un public composé, sauf exceptions, d'enfants, d'adolescents ou de jeunes adultes âgés de moins de 30 ans;

— Assurer la participation active des usagers à la conception, la préparation et la gestion des programmes en assurant notamment la présence d'au moins 50 p.c. de jeunes de moins de 35 ans, dans chacun des organes directeurs (assemblée générale, conseil d'administration, conseil de direction, comité de programme, etc.). Ce pourcentage est porté à deux tiers à dater du 1er janvier du troisième exercice civil qui suivra la date d'entrée en vigueur du présent décret;

— Offrir aux jeunes les moyens d'une formation adaptée aux objectifs de l'organisation et aux programmes conçus avec leur participation, soit en faisant appel à des organismes spécialisés, soit en organisant elle-même les programmes de formation nécessaires;

— Assurer la publicité des informations destinées aux membres ainsi que des règles d'accès aux activités, programmes et équipements ainsi que d'adhésion à l'organisation;

— Disposer d'un local utilisé exclusivement par l'organisation et y tenir une permanence à temps plein pendant 12 mois de l'année, sauf pendant la période normale de congés, assumée par une ou plusieurs personnes travaillant pour l'organisation;

— Disposer d'un raccordement téléphonique et d'un compte au nom de l'organisation, auprès de l'Office des chèques postaux ou auprès d'un autre organisme financier;

— Garantir la couverture par assurance de la responsabilité civile de l'organisation et de ses membres à l'égard de tiers ou d'autres membres de l'organisation;

— Tenir une comptabilité régulière permettant le contrôle financier;

— Accepter la vérification de la conformité des activités et de leur comptabilité aux conditions mises à l'octroi des subventions, conformément aux dispositions de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967, relatif au contrôle de l'octroi des subventions, ainsi qu'à celles de l'arrêté royal du 26 avril 1968 réglant l'organisation et la coordination des contrôles de l'octroi et de l'emploi des subventions.

§ 2. En outre, l'association doit :

a) Pour être reconnue mouvement de jeunesse :

— Assurer la participation d'au moins 1500 membres régulièrement inscrits sur base d'un engagement volontaire au sein d'au moins 35 sections réparties dans 3 provinces;

b) Pour être reconnue comme mouvement spécialisé :

— S'adresser à une catégorie de jeunes bien définie par son milieu de vie;

— Justifier d'une action spécifique correspondant aux besoins particuliers de cette catégorie de jeunes;

— Assurer la participation d'au moins 1000 membres régulièrement inscrits sur base d'un engagement volontaire au sein d'au moins 20 sections ou 5 centres d'enseignement supérieur répartis dans 3 provinces;

c) Pour être reconnue comme service de la jeunesse :

— Exercer, dans dix communes au moins, réparties dans 3 provinces au moins, une activité régulière au service de la jeunesse ou des associations de jeunesse;

— Ou bien réaliser, dans 3 provinces au moins, un total de dix activités de formation de cadre ou de séjours d'animation, équivalent à au moins 50 journées de service de la jeunesse ou des associations de jeunesse;

d) Pour être reconnue comme organisation de coordination :

— Grouper au moins 6 organisations de jeunesse reconnues qui collaborent, sur base de conceptions idéologiques, sociales ou politiques communes, ou par l'application de méthodes et techniques communes, à la réalisation d'activités d'intérêt commun.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'une organisation de jeunesse représentative d'une tendance politique ayant une représentation au niveau du Conseil culturel au titre exclusif de la région bruxelloise, il peut être dérogé à la condition d'implantation dans trois provinces, moyennant avis spécifique du Conseil de la jeunesse d'expression française sur ce point.

**Art. 4. § 1er.** Peuvent être reconnus au titre de groupements de jeunesse, après avis favorable du Conseil de la jeunesse d'expression française, des associations ou groupes qui, sans répondre à l'ensemble des conditions fixées à l'article 3, ont une activité spécifique conçue au profit des jeunes et réalisée de manière suffisamment large pour justifier la reconnaissance de leur qualité. Cette reconnaissance est temporaire. Elle doit être renouvelée tous les deux ans. Elle peut être retirée en tout temps.

§ 2. Peuvent être reconnues, après avis du Conseil de la jeunesse d'expression française, les organisations internationales de jeunesse ayant leur secrétariat central ou leur siège en Belgique et auxquelles sont affiliées une ou plusieurs organisations de jeunesse belges reconnues en application du présent décret.

§ 3. Les associations de jeunesse qui, ne répondant pas aux conditions énumérées à l'article 3 mais dont le caractère représentatif découlerait de l'article 3, § 2, de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, sont reconnues à ce titre par le ministre en vue de leur association à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique culturelle.

§ 4. Les reconnaissances accordées dans le cadre du présent article n'engendrent pas le droit au bénéfice des subventions annuelles ordinaires prévues au présent décret mais autorisent l'aide ponctuelle à la réalisation d'activités particulières.

Art. 5. Le ministre détermine, après avis du Conseil de la jeunesse d'expression française, les conditions et procédures permettant la vérification de la conformité des organisations de jeunesse aux conditions fixées pour la reconnaissance.

## CHAPITRE II. — Des subventions

Art. 6. § 1er. Les organisations de jeunesse reconnues bénéficient de subventions annuelles ordinaires. Celles-ci comprennent :

— Un montant forfaitaire de base de 175 000 francs par an. Cette somme est portée à 260 000 francs pour les organisations de jeunesse reconnues ayant un seul permanent rétribué.

— Une intervention dans les frais de personnel;

— Une intervention dans les dépenses de fonctionnement.

§ 2. Le montant total de la subvention ordinaire ne peut dépasser le montant des dépenses de l'organisation prises en considération pour le calcul.

§ 3. Le Ministre peut, après avis du bureau du Conseil de la jeunesse d'expression française accorder une subvention provisoire à une organisation de jeunesse qui, ayant introduit une demande de reconnaissance, ne répond pas encore à l'ensemble des critères exigés.

Cette subvention ne peut dépasser 30 p.c. de la subvention ordinaire à laquelle l'organisation pourrait prétendre en cas de reconnaissance. Elle n'est pas renouvelable.

§ 4. Tous les montants indiqués dans les articles 6, 7 et 8 du présent décret sont affectés au 1er janvier de chaque année d'un indice correspondant aux variations de l'indice des prix à la consommation au 31 décembre précédent.

Le montant ainsi obtenu est arrondi aux 10 000 francs supérieurs.

Art. 7. § 1er. La partie de la subvention annuelle constituant l'intervention dans les dépenses de personnel couvre au moins 75 p.c. des dépenses de rémunérations payées par l'organisation de jeunesse bénéficiaire au personnel employé à son service à concurrence de :

— Deux permanents exerçant des responsabilités de direction ou de réalisation d'activités socio-culturelles ou de formation;

— Un membre du personnel administratif.

§ 2. Sont considérés comme frais subsidiés de personnel :

— Le montant brut de la rémunération et le pécule de vacances des membres du personnel employé qui a des fonctions de direction ou des fonctions éducatives, ainsi que la cotisation à verser par l'employeur en application de la loi sur la sécurité sociale des travailleurs. Pour fixer le montant du subside, le Roi détermine, le Conseil de la jeunesse d'expression française entendu, les barèmes et les conditions annexes en considérant que le salaire de base sera fixé entre le traitement minimum de l'échelle barémique d'un professeur chargé de cours généraux de l'enseignement secondaire inférieur et le traitement maximum de l'échelle barémique d'un professeur de cours généraux de l'enseignement secondaire supérieur de l'Etat;

— Le montant brut de la rémunération et le pécule de vacances des membres du personnel administratif ainsi que les cotisations que l'employeur doit verser en application de la loi sur la sécurité sociale des travailleurs. Pour fixer le montant du subside, le Roi détermine, le Conseil de la jeunesse d'expression française entendu, les barèmes et les conditions annexes, en considérant que le salaire de base sera fixé entre le traitement minimum de l'échelle barémique de commis et le traitement maximum de l'échelle barémique de secrétaire d'administration dans une administration de l'Etat.

Art. 8. § 1er. La partie de la subvention annuelle ordinaire constituant l'intervention dans les dépenses de fonctionnement est de :

— 70 p.c. de la tranche des dépenses admissibles ne dépassant pas 600 000 francs;

— 65 p.c. de la tranche des dépenses admissibles allant de 600 001 francs à 1 200 000 francs;

— 55 p.c. de la tranche des dépenses admissibles allant de 1 200 001 francs à 2 500 000 francs;

— 50 p.c. de la tranche des dépenses admissibles allant de 2 500 001 francs à 8 000 000 de francs;

— 20 p.c. de la tranche des dépenses admissibles dépassant 8 000 000 de francs.

Les organisations de coordination ne peuvent se voir attribuer une subvention de fonctionnement au titre des dépenses admissibles prévues au présent article que pour un montant maximum de 600 000 francs. Sur proposition du CJEF, le ministre peut déroger à ce plafond pour les organisations de coordination particulièrement importantes.

§ 2. Sont réputés admissibles au titre de dépenses de fonctionnement :

— Les rémunérations du personnel permanent employé par l'organisation conformément aux dispositions barémiques de l'article 7 en surnombre de ceux pour lesquels est assurée l'intervention prévue au même article;

— Les honoraires et rémunérations ponctuels accordés aux personnes non employées à plein temps et exerçant des fonctions d'animation ou de formation dans le cadre d'activités organisées au niveau national de l'organisation;

— Les dépenses consenties en remboursement des frais supportés par le personnel d'animation à concurrence du montant forfaitaire de 40 000 francs par membre du personnel d'animation faisant l'objet de l'article 7;

— Les dépenses consenties par le secrétariat national de l'organisation pour les publications sous forme d'imprimés et d'affiches, déduction faite de la location de ces publications et de l'insertion de publicité;

— Les loyers ou valeur locative des locaux utilisés par le secrétariat central à concurrence du montant du revenu cadastral de ceux-ci;

— Les frais d'électricité, de chauffage, d'entretien et de réparation de ces locaux;

— La taxe sur le patrimoine et précompte immobilier payés par l'organisation;

— Les cotisations statutaires aux associations internationales dont fait partie l'organisation intéressée et les frais de participation à une réunion statutaire par an, à concurrence du nombre de mandats y exercés par l'organisation;

— Les frais d'assurances souscrites par le secrétariat national de l'organisation à l'exception de celles relatives à l'utilisation de véhicules automobiles;

— Abonnement ou quote-part d'abonnement au réseau téléphonique souscrit par le secrétariat national et utilisation de ce réseau et du réseau télex;

— Dépenses consenties par l'organisation pour l'achat de matériel didactique, administratif et technique, à concurrence de 50 000 francs par an.

§ 3. Ne peuvent être présentées au titre de dépenses de fonctionnement pour la subvention annuelle ordinaire, les dépenses consenties dans le cadre d'une activité ayant fait l'objet d'une intervention particulière en application de l'article 9 du présent décret ou à charge de tout autre crédit du budget de l'Etat.

Art. 9. Une subvention extraordinaire peut être consentie à une organisation reconnue ou à un groupement de jeunesse reconnu à l'occasion d'activités particulières et calculée sur base du budget présenté au préalable par l'organisation intéressée.

Elle couvre un pourcentage qui ne peut dépasser 75 p.c. des dépenses effectivement consenties par :

— La rémunération et la couverture des frais de déplacement des animateurs, enseignants et experts assurant la direction et conduite pédagogique de l'action ou les études liées à celles-ci à l'exclusion de la rémunération et des frais de déplacements du personnel des organisations donnant lieu à une subvention en application de l'article 7;

— La préparation, l'achat ou la location du matériel didactique utilisé, en ce compris les études préparatoires;  
— Les frais de location de locaux utilisés à l'occasion de l'activité.

Les propositions d'octroi de subventions extraordinaires aux organisations de jeunesse doivent être soumises pour avis préalable, au bureau du Conseil de la jeunesse d'expression française.

Lorsqu'il s'agit d'une activité particulière ou d'un projet de durée limitée réalisé par une organisation de jeunesse reconnue au titre des articles 3 et 4 du présent décret, au plan régional ou sub-régional, c'est-à-dire dans le cadre d'une coopération entre sections locales réparties au moins dans trois communes, la subvention prévue par le présent article couvre au minimum 50 p.c. des dépenses susmentionnées. Dans ce cas, l'avis du bureau du CJEF sur le caractère régional ou sub-régional de l'activité ou du projet est requis.

**Art. 10. § 1er.** Les organisations de jeunesse dont la majorité des dépenses résultent d'activités et de rémunérations liées à la vente de catégories particulières de biens et services individuels ne bénéficient des subventions ordinaires prévues aux articles 6, 7 et 8 qu'à concurrence :

— Du montant forfaitaire de base;  
— De l'intervention dans les frais de personnel employé à temps plein et chargé strictement et exclusivement d'une mission d'animation. Cette mission est déterminée par convention après avis du Conseil de la jeunesse d'expression française.

§ 2. La liste des biens et des services individuels dont la vente peut engendrer l'application du présent article est définie par le ministre sur proposition du Conseil de la jeunesse d'expression française.

§ 3. La liste des organisations de jeunesse soumises aux dispositions du présent article est établie par le ministre sur proposition du Conseil de la jeunesse d'expression française.

#### CHAPITRE III. — Dispositions générales

**Art. 11. § 1er.** Les subventions annuelles ordinaires prévues aux articles 6, 7, 8 et 10 peuvent être versés anticipativement ou par tranches pour autant que la justification de l'emploi des subventions reçues antérieurement en application du présent décret ait été fournie au moins à concurrence de tranches à verser anticipativement.

§ 2. Les subventions prévues à l'article 7 peuvent être versées à un ou des organismes de coordination exerçant par mandat exprès des employeurs l'ensemble de leurs obligations relatives à la rémunération du personnel donnant lieu à la subvention.

§ 3. Les subventions accordées par l'application de l'article 9 peuvent faire l'objet de versements anticipatifs ou par tranches à concurrence de 75 p.c. de leur montant.

**Art. 12. § 1er.** Outre les dispositions prévues au présent décret, le ministre détermine, après avis du Conseil de la jeunesse d'expression française, les formes et délais dans lesquels les éléments nécessaires au calcul des subventions sont fournis à l'administration par les organisations demanderesse.

§ 2. Sauf disposition particulière, la justification de l'utilisation des subventions est assurée de manière générale par la conservation durant cinq ans par le bénéficiaire de celles-ci, de tous les documents justificatifs et par leur présentation à toute inspection sur place.

**Art. 13. § 1er.** Le ministre peut faire appel à un ou plusieurs réviseurs en vue d'obtenir une vérification approfondie de la comptabilité d'une ou plusieurs organisations de jeunesse. Ces réviseurs sont choisis parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise.

§ 2. Les réviseurs sont chargés par le ministre de lui rendre compte dans un rapport, dont copie est transmise à l'organe directeur de l'organisation de jeunesse visitée, de la conformité :

a) Des dépenses présentées par l'organisation de jeunesse en vue de l'obtention de subventions;  
b) De l'utilisation des subventions aux conditions de leur octroi.

Ils signalent sans délai toute négligence, toute irrégularité.

§ 3. A cette fin, ils contrôlent les écritures et en certifient l'exactitude et la sincérité.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures.

Ils vérifient la consistance des biens et des valeurs qui appartiennent aux organisations ou dont celles-ci ont l'usage de la gestion.

Ils ne peuvent s'immiscer dans la gestion des organisations.

**Art. 14. § 1er.** Les organisations de jeunesse reconnues antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret sont reconnues de plein droit à cette date et classées par le ministre dans l'une des catégories prévues par le présent décret.

§ 2. Les organisations précitées disposent d'un délai d'une année civile à compter du 1er janvier qui suit la date de leur classement pour se conformer aux conditions d'agrégation correspondant à leur classement ou à une autre catégorie à laquelle elles auraient demandé à être rattachées.

§ 3. Passé le délai prévu au § 2 ci-dessus, le ministre constate soit la reconnaissance dans la catégorie adoptée par l'organisation, soit la perte de la reconnaissance.

§ 4. A cette date, les organisations de jeunesse reconnues en application du présent décret sont, pour l'application des articles 10 à 13 inclus du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs, réputées répondre aux conditions prescrites pour la reconnaissance au titre d'organisation d'éducation permanente.

**Art. 15.** Sur proposition du Conseil de la jeunesse d'expression française, les organisations de jeunesse reconnues antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret et qui dans les trois ans qui suivent cette entrée en vigueur fusionneront ou seront intégrées dans une autre organisation reconnue comme mouvement ou service de jeunesse, continueront à bénéficier dans le chef de l'organisation qui les aura intégrées, durant une période de cinq ans, d'une subvention annuelle ordinaire correspondant à :

— La subvention forfaitaire de base prévue à l'article 6;

— L'intervention dans les dépenses de personnel prévue à l'article 7 à concurrence des emplois dont il a été tenu compte dans le calcul de la dernière subvention annuelle ordinaire qui leur a été accordée distinctement;

— Une intervention dans les dépenses de fonctionnement à concurrence du montant des dépenses admises par le calcul de la dernière subvention annuelle ordinaire que leur a été accordée distinctement.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires

**Art. 16. § 1er.** Les subventions annuelles ordinaires prévues aux articles 6, 7 et 8 du présent décret seront provisoirement limitées à :

1. Pour le premier exercice d'application du décret :

— Nombre de permanents pris en considération à l'article 7, § 1er :

1 responsable de direction;

— Taux des interventions prévues à l'article 8 :

60 p.c. de la première tranche;

50 p.c. de la deuxième et de la troisième tranche;

30 p.c. de la quatrième tranche;

10 p.c. de la cinquième tranche.

2. Pour le deuxième exercice d'application du décret :

— Nombre de permanents pris en considération à l'article 7, § 1er :

1 responsable de direction;

1 membre du personnel de secrétariat;

— Taux des interventions prévues à l'article 8 :

Identique à ceux prévus pour le premier exercice;

3. Pour le troisième exercice d'application du décret :

— Nombre de permanents pris en considération à l'article 7, § 1er :

Identique au nombre prévu pour le deuxième exercice;

— Taux des interventions prévues à l'article 8 :

- 60 p.c. de la première tranche;
- 50 p.c. de la deuxième et de la troisième tranche;
- 40 p.c. de la quatrième tranche;
- 15 p.c. de la cinquième tranche.

4. Pour le quatrième exercice d'application du décret :

Nombre de permanents pris en considération à l'article 7,  
§ 1er :

Conforme aux stipulations de cet article;

— Taux des interventions prévues à l'article 8 :

- 60 p.c. de la première tranche;
- 55 p.c. de la deuxième tranche;
- 50 p.c. de la troisième tranche;
- 40 p.c. de la quatrième tranche;
- 15 p.c. de la cinquième tranche.

§ 2. A partir du cinquième exercice d'application du décret, les subventions annuelles ordinaires seront fixées en application complète des stipulations des articles 6, 7 et 8 du présent décret.

§ 3. En aucun cas, une organisation de jeunesse ne peut se voir accorder par application des dispositions transitoires un montant de subvention inférieur à celui qu'elle recevait par application de l'arrêté royal du 20 juillet 1971, pour un même montant de dépenses admissibles.

Art. 17. Est abrogé : l'arrêté royal du 20 juillet 1971 fixant les critères d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse reconnues par le ministre.

Art. 18. Le présent décret entre en vigueur à la date du 1er juillet 1980.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit revêtu du sceau de l'Etat et publié par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 20 juin 1980.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Communauté française,

M. HANSENNE

Vu et scellé du Sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

H. VANDERPOORTEN

VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

20 JUNI 1980. — Decreet dat de erkenningsvoorwaarden voor het toekennen van toelagen aan jeugdverenigingen bepaakt (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Cultuurraad van de Franstalige Cultuurgemeenschap heeft aangenomen en wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Binnen de perken van de culturele begrotingskredieten verleent de Minister bevoegd met het jeugdbeleid, hierna de Minister genoemd, toelagen aan de jeugdverenigingen die erkend worden onder de in dit decreet bepaalde voorwaarden.

#### HOOFDSTUK I. — De erkenning

Art. 2. § 1. Onder « jeugdvereniging » in de zin van dit decreet, verstaat men elke vrijwillige vereniging van natuurlijke of rechtspersonen die, overeenkomstig de bepalingen van art. 3 bijdragen tot de ontwikkeling, door de jongeren, van hun persoonlijke verantwoordelijkheid en aanleg met het oog op de vorming van actieve, verantwoordelijke en kritische burgers in de maatschappij.

§ 2. Onder « jeugdgroepering » in de zin van dit decreet, verstaat men elke vereniging of groepering die, hoewel zij niet aan alle bepalingen van art. 3 beantwoordt, een specifieke werking heeft ten behoeve van de jongeren en voldoende ruim tot hun vorming bijdraagt.

§ 3. De in de vorige alinea's bedoelde jeugdverenigingen en groeperingen moeten hun activiteiten opvatten en voeren in eerbied voor de waarden en regels van de democratie alsook in eerbied voor de principes van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens.

§ 4. Op advies van de Franstalige Jeugdraad worden de jeugdverenigingen die beantwoorden aan de in art. 3 bepaalde voorwaarden door de Minister erkend en door hem ondergebracht in één van de in dat artikel voorziene categorieën. In zijn voorstel wenst de Jeugdraad dat artikel 10 wordt toegepast.

De toegestane erkenning wordt om de drie jaar herzien. Een negatieve beslissing omtrent de erkenning van een vereniging wordt van kracht — onder meer voor het recht op de toelagen — zes maanden na de schriftelijke betekening ervan aan de betrokken vereniging.

§ 5. Op advies van de Raad trekt de Minister de erkenning in van de jeugdvereniging die niet meer aan de voorwaarden voldoet.

§ 6. Eenzelfde vereniging kan niet worden erkend als jeugdvereniging en als vereniging voor permanente volwassenenvorming samen. In geval een vereniging voldoet aan de voorwaarden om te worden erkend als eerst- of tweedegenoemde vereniging, moet zij voor één van beide opteren, met uitsluiting van de andere.

Art. 3. § 1. Om als jeugdvereniging erkend te worden en te blijven, moet de vereniging :

— een activiteit uitoefenen overeenkomstig het in artikel 2 bepaalde doel op grond van lokale, regionale of aan de hele Franstalige Cultuurgemeenschap gemeenschappelijke initiatieven;

— het statuut van een vzw, of in elk geval van een feitelijke vereniging hebben, een benaming en een reglement van interne orde dat elk winstbejag uitsluit en de autonomie waarborgt;

— haar zetel hebben in de franstalige landsgemeenschap of in de tweetalige regio Brussel-hoofdstad;

(1) Zitting 1976-1977.

Dokument van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 74, nr. 1.

Zitting 1979-1980.

Dokumenten van de Raad. — Verwijzingsdokument naar de zitting 1976-1977, nr. 30, nr. 1. — Amendementen, nr. 30, nrs. 2, 3, 4 en 6. — Subamendementen, nr. 30, nrs. 5, 7 en 8. — Verslag, nr. 30, nr. 9.

Integrale verslagen. — Discussie en aanneming van de artikelen. Zitting van 3 juni 1980. — Aanneming. Zitting van 17 juni 1980.

— zich, behoudens uitzonderingen, tot een publiek richten dat bestaat uit kinderen, jongeren of jonge volwassenen onder 30 jaar;

— de actieve medewerking van de gebruikers waarborgen aan het opvatten, voorbereiden en beheren van de programma's en er onder meer voor zorgen dat er ten minste 50 pct. jongeren onder 35 jaar zetelen in elk van de bestuursorganen (algemene vergadering, raad van beheer, directieraad, programmacomité, enz.). Vanaf 1 januari van het derde burgerlijke jaar dat volgt op de inwerkingtreding van dit decreet, zal dit percentage twee derden bedragen;

— aan de jongeren, met hun medewerking, de middelen bieden voor een vorming die in de lijn ligt van de organisatie, objectieven en opgevatte programma's, door een beroep te doen op gespecialiseerde organismen, hetzij door zelf de vereiste vormingsprogramma's te organiseren;

— de voor de leden bestemde informatie en het toegangsgeregulement voor de activiteiten, programma's en uitrustingen en het deelnemingsreglement van de vereniging publiceren;

— over een lokaal beschikken dat uitsluitend door de vereniging wordt gebruikt en er gedurende twaalf maanden per jaar, behalve tijdens de normale vakantieperiode, een voltijdse permanentie waarborgen van één of meer personen die voor de vereniging werken;

— over een telefoonverbinding en een rekening op naam van de vereniging beschikken bij het Bestuur van de postcheques of elke andere financiële instelling;

— de burgerlijke aansprakelijkheid van de vereniging en van de leden ten opzichte van derden of andere leden van de vereniging door een verzekeringscontract laten dekken;

— een regelmatige boekhouding bijhouden die financiële controle mogelijk maakt;

— het onderzoek toelaten van de overeenkomst van de activiteiten en de boekhoudkundige evolutie aan de voorwaarden waaraan moet worden voldaan om toelagen te verkrijgen, conform de bepalingen van het koninklijk besluit, nr. 5, van 18 april 1967, betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen.

§ 2. Daarenboven moet de vereniging :

a) om als jeugdbeweging te worden erkend :

— de medewerking van ten minste 1500 regelmatig ingeschreven vrijwillige leden verzekeren binnen ten minste 35 afdelingen over de 3 provincies verspreid;

b) om als gespecialiseerde beweging te worden erkend :

— zich tot een categorie jongeren richten uit een bepaalde levenskring;

— een specifieke actie rechtvaardigen die overeenkomt met de noden eigen aan deze categorie jongeren;

— de medewerking verzekeren van ten minste 1000 regelmatig en vrijwillig ingeschreven leden binnen ten minste 20 afdelingen of 5 centra voor hogere opleiding over 3 provincies verspreid;

c) om als jeugddienst te worden erkend :

— in ten minste 10 gemeenten, verspreid over ten minste 3 provincies, een regelmatige activiteit ten dienste van de jeugd of van een jeugdvereniging uitoefenen;

— of, in ten minste 3 provincies, in totaal tien kadervormingsactiviteiten of animatieverblijven realiseren die gelijk staan met ten minste 50 dagen jeugddienst of jeugdvereniging;

d) om als coördinatie-organisme te worden erkend :

— ten minste 6 erkende jeugdverenigingen groeperen die, op grond van gemeenschappelijke ideologische, sociale of politieke opvattingen of door de toepassing van gemeenschappelijke methodes of technieken tot de verwezenlijking van activiteiten met gemeenschappelijk belang bijdragen.

§ 3. Wanneer het een jeugdvereniging betreft die een politieke strekking vertegenwoordigt met een vertegenwoordiging in de Cultuurraad, uitsluitend voor de Brusselse regio, kan van de stelling dat de vereniging in drie provincies moet zijn verspreid, worden afgeweken, mits de Franstalige Cultuurraad hiervoor zijn uitdrukkelijk advies geeft.

Art. 4. § 1. Kunnen worden erkend als jeugdgroepering, na gunstig advies van de Franstalige Jeugdraad, de verenigingen of groeperingen die, hoewel zij niet beantwoorden aan de in artikel 3 bepaalde voorwaarden, een specifieke actie voeren ten behoeve van de jongeren, die voldoende ruim zijn opgevat om de erkenning ervan te verantwoorden.

Deze erkenning is tijdelijk. Zij moet om de twee jaar worden hernieuwd. Zij kan op elk ogenblik worden ingetrokken.

§ 2. Kunnen worden erkend, op advies van de Franstalige Jeugdraad, de internationale verenigingen, met centraal secretariaat of zetel in België, waarvan één of meerdere Belgische jeugdverenigingen, die krachtens dit decreet worden erkend, lid zijn.

§ 2. De jeugdverenigingen die, hoewel zij niet beantwoorden aan de in artikel 3 bepaalde voorwaarden, maar waarvan de representatieve aard blijkt uit artikel 3, § 2, van de wet van 16 juli 1973, waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, worden als dusdanig door de Minister erkend met het oog op hun deelneming aan de voorbereiding en de uitwerking van het cultureel beleid.

§ 4. De in het raam van dit artikel toegestane erkenning geeft geen recht op de gewone jaarlijkse toelagen die in dit decreet worden voorzien, maar maken het mogelijk punctuele hulp te verstrekken voor de uitwerking van bijzondere activiteiten.

Art. 5. De Minister bepaalt, op advies van de Franstalige Jeugdraad, de voorwaarden en procedures die het mogelijk maken te controleren of de jeugdvereniging aan de voor de erkenning vereiste voorwaarden voldoet.

## HOOFDSTUK II. — De toelagen

Art. 6. § 1. De erkende jeugdverenigingen genieten van de gewone jaarlijkse toelagen.

Zij omvatten :

— een forfaitair basisbedrag van 175 000 frank per jaar. Dit bedrag beloopt 260 000 frank voor de jeugdverenigingen met één enkel vast personeelslid;

— een tussenkomst in de personeelskosten;

— een tussenkomst in de werkingskosten.

§ 2. Het totale bedrag van de gewone toelagen mag niet groter zijn dan het bedrag van de voor de berekening in aanmerking genomen uitgaven van de vereniging.

§ 3. De Minister kan, na advies van de Franstalige Jeugdraad, een voorlopige toelage toekennen aan een jeugdvereniging die, na een erkenningsaanvraag te hebben ingediend, niet aan alle vereiste criteria voldoet.

Deze toelage mag niet méér dan 30 percent bedragen van de gewone toelagen waarop de vereniging in geval van erkenning recht zou hebben. Zij is niet hernieuwbaar.

§ 4. Alle in artikels 6, 7 en 8 van dit artikel vermelde bedragen worden op 1 januari van elk jaar aangepast aan de schommelingen van de consumptieprijzenindex per 31 december van het vorige jaar.

Het aldus bekomen bedrag wordt tot 10 000 frank naar boven toe afgerond.

Art. 7. § 1. Het deel van de jaarlijkse toelage dat als tussenkomst in de personeelskosten geldt, dekt ten minste 75 percent van de vergoedingen die door de Jeugdraad worden uitgekeerd aan het personeel dat zij tewerkstelt, naar rato van :

— twee vaste medewerkers met verantwoordelijkheid op bestuursniveau of voor de verwezenlijking van sociale, culturele of vormingsactiviteiten;

— één administratief personeelslid.

§ 2. Worden beschouwd als bijkomende personeelskosten :

— het brutobedrag van de vergoedingen en het vakantiegeld van de personeelsleden die bestuurs- of opvoedkundige functies vervullen, alsook de vergoedingen die de werkgever krachtens de wet op de maatschappelijke zekerheid van de werknemer moet storten. Om het toelagebedrag vast te stellen, bepaalt de Koning, in overleg met de Franstalige Jeugdraad, de barema's en bijgaande voorwaarden, rekening houdend met het feit dat het basisloon zal begrepen liggen tussen de minimum loonschaalvergoeding voor een leraar, belast met algemene vakken in het lager middelbaar onderwijs en de maximum loonschaalvergoeding van een leraar algemene vakken in het hoger middelbaar onderwijs;

— het brutobedrag van de vergoedingen en het vakantiegeld voor het administratief personeel en de werkgeversbijdrage krachtens de wet op de maatschappelijke zekerheid van de werknemer. Om dit toelagebedrag vast te stellen, bepaalt de Koning, in overleg met de Franstalige Jeugdraad, de barema's en bijgaande voorwaarden, rekening houdend met het feit dat het basisloon zal begrepen liggen tussen de minimum loonschaalvergoeding van een klerk en de maximum loonschaalvergoeding van een bestuurssecretaris in de Rijksadministratie.

Art. 8. § 1. Het deel van de gewone jaarlijkse toelage dat geldt als tussenkomst in de werkingskosten bedraagt :

- 70 percent van de schijf van de administratieve uitgaven onder 60 000 frank;
- 65 percent van de schijf van administratieve uitgaven tussen 60 001 en 1 200 000 frank;
- 55 percent van de schijf van administratieve uitgaven tussen 1 200 001 en 2 500 000 frank;
- 50 percent van de schijf van administratieve uitgaven tussen 2 500 001 en 8 000 000 frank;
- 20 percent van de schijf van administratieve uitgaven boven 8 000 000 frank.

De coördinatie-organismen kunnen slechts een werkingstoelage verkrijgen op grond van de in dit artikel toegelaten uitgaven voor een maximumbedrag van 600 000 frank. Op voorstel van de F.J.R. kan de Minister voor bijzondere coördinatie-organismen van dit plafond afzien.

§ 2. Komen voor werkingsuitgaven in aanmerking :

- de vergoedingen van het door de vereniging is vaste dienst genomen personeel, conform de baremabepalingen van artikel 7, dat niet geniet van de in hetzelfde artikel verzekerde tussenkomst;
- de punctuele honoraria en vergoedingen aan niet voltijds in dienst genomen personeel dat bestuurs- of vormingsfuncties uitoefent in het raam van de op het nationale vlak georganiseerde activiteiten;
- de bedragen toegekend ter terugbetaling van de kosten voor administratief personeel naar rato van een forfaitair bedrag van 40 000 frank per animatiepersoneelslid dat onder artikel 7 valt;
- de bedragen toegestaan door het nationaal verenigingssecretariaat voor de publicatie onder de vorm van drukwerk en aanplakbiljetten, na aftrek van de huur van deze publicaties en de publicitaire inlassingen;
- de huur of huurwaarde van de lokalen die voor het centrale secretariaat worden gebruikt ten belope van het kadastrale inkomen ervan;
- de electriciteits-, verwarmings-, onderhouds- en herstelkosten voor deze lokalen;
- de vermogenbelasting en onroerende voorheffing die door de vereniging wordt betaald;
- de statutaire bijdragen aan de internationale verenigingen waarvan de betrokken vereniging deel uitmaakt en de deelnemingskosten aan één statutaire vergadering per jaar, ten belope van het aantal mandaten die de vereniging bekleedt;
- de verzekeringspolissen afgesloten door het nationaal secretariaat van de vereniging, met uitzondering van de wagenverzekeringen;
- telefoonabonnementen of deelabonnementen afgesloten door het nationaal secretariaat, en het gebruik van het telefoon- en telexnet;
- uitgaven toegestaan door de vereniging voor de aankoop van didactisch, administratief en technisch materieel ten belope van 50 000 frank per jaar.

§ 3. Mogen niet als werkingskosten voor de gewone jaarlijkse toelage worden voorgelegd, de uitgaven die in het raam van een activiteit een speciale tussenkomst in de zin van artikel 7 van dit decreet werden genoten of die ten laste van een andere Staatsbegroting vallen.

Art. 9. Een buitengewone toelage kan worden toegestaan aan een erkende jeugdvereniging of -groepering ter gelegenheid van bijzondere activiteiten, berekend op grond van de begroting die vooraf door de betrokken vereniging werd opgesteld. Zij dekt maximum 75 percent van de werkelijke uitgaven voor :

- vergoedingen en dekking van verplaatsingskosten van animatoren, lesgevers en deskundigen die met het bestuur, het pedagogische verloop van de actie of met de eraan verbonden studie zijn belast; met uitzondering van de vergoedingen en verplaatsingskosten van het in vaste dienst genomen personeel, die recht geven op een toelage in toepassing van artikel 7;
- voorbereiding, aankoop of huur van het gebruikte didactisch materieel, met inbegrip van de voorbereidende studies;
- huurgelden van de lokalen die voor de activiteiten worden gebruikt.

De voorstellen voor het toekennen van buitengewone toelagen aan jeugdverenigingen moeten worden onderworpen voor advies vooraf aan het bureau van de Franstalige Jeugdraad. Wanneer het een bijzondere activiteit betreft, die wordt uitgevoerd door een jeugdvereniging erkend op grond van artikels 3 en 4 van dit decreet, op het regionale of subregionale vlak, dit wil zeggen in het raam van een samenwerking tussen plaatselijke afdelingen, verspreid over ten minste 3 gemeenten, dekt de in dit artikel

voorzien toelage ten minste 50 percent van bovenvermelde uitgaven. In dit geval wordt de Franstalige Jeugdraad verzocht advies uit te brengen over de regionale of subregionale aard van de activiteit of van het project.

Art. 10. § 1. De jeugdverenigingen waarvan de uitgaven in hoofdzaak voortvloeien uit activiteiten en vergoedingen voor de verkoop van individuele diensten en speciale goederen kunnen van de gewone toelagen, voorzien in artikels 6, 7 en 8 slechts genieten ten belope van :

- het forfaitair basisbedrag;
- de tussenkomst in de kosten voor in vast dienstverband genomen personeel dat strict en uitsluitend met een animatietak is belast.

Deze taak wordt krachtens overeenkomst vastgesteld, na advies van de Franstalige Jeugdraad.

§ 2. De lijst van goederen en individuele diensten, waarvan de verkoop de toepassing van dit artikel met zich brengt, wordt door de Minister vastgesteld op voorstel van de Franstalige Jeugdraad.

### HOOFDSTUK III. — Algemene bepalingen

Art. 11. § 1. De gewone jaarlijkse toelagen, voorzien in artikels 6, 7, 8 en 10, kunnen vooruit of per schijf worden gestort, voor zover het gebruik van de krachtens dit artikel vooruitbetaalde toelagen werd bewezen, ten minste voor het bedrag van de vooruit te betalen schijven.

§ 2. De toelagen, voorzien in artikel 7, kunnen worden gestort aan één of meer coördinatie-organismen die, door uitdrukkelijke machtiging van de werkgevers, al hun verplichtingen uitvoeren die verband houden met de personeelsvergoeding die op toelagen recht verleent.

§ 3. De toelagen verleend krachtens artikel 9, kunnen het voorwerp uitmaken van vooruit- of per schijf betaalde stortingen, ten belope van 75 percent van hun bedrag.

Art. 12. § 1. Naast de in dit decreet voorziene bepalingen, bepaalt de Minister, na advies van de Franstalige Jeugdraad, de termijn en de vorm waarin de aanvragende jeugdvereniging de elementen, vereist voor de berekening van de toelage op de administratie, moet indienen.

§ 2. Behoudens bijzondere bepalingen wordt de bewijskracht van het toelagegebruik algemeen verzekerd door de bewaring gedurende vijf jaar bij de begunstigde van de toelagen, van alle justificatoire stukken en door de voorlegging ervan ter plaatse bij elke inspectie.

Art. 13. § 1. De Minister mag een beroep doen op één of meer revisoren met het oog op een grondig nazicht van de boekhouding, van één of meer verenigingen. Deze revisoren worden uitgekozen uit de leden van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren.

§ 2. De revisoren worden door de Minister gelast een verslag in te dienen, waarvan afschrift wordt gestuurd naar het bestuursorgaan van de bezochte jeugdverenigingen, over de overeenkomst :

- a) van de door de jeugdvereniging voorgestelde uitgaven met het oog op het verkrijgen van toelagen;
- b) tussen het gebruik van de toelagen en de voorwaarden voor de toekenning ervan.

Zij melden, zonder uitstel, iedere verwaarlozing of onregelmatigheid.

§ 3. Te dien einde zien zij de boekhouding na, en waarmerken zij de oprechtheid en juistheid ervan.

Zij kunnen, zonder verplaatsing, kennis nemen van de boeken, boekhoudkundige documenten, briefwisseling, notulen, periodische staten en in het algemeen van alle bescheiden. Zij onderzoeken de bestendigheid van goederen en waarden die aan de vereniging toebehoren of die waarvan zij het gebruik of beheer heeft.

Art. 14. § 1. De jeugdverenigingen die erkend waren vóór het in voege treden van dit decreet worden van rechtswege op die datum erkend en door de Minister ondergebracht in één van de in dit decreet voorziene categorieën.

§ 2. Bovengemelde verenigingen beschikken over een termijn van één jaar, te tellen vanaf 1 januari na hun klassering, om zich te schikken naar de toekenningsvoorwaarden die overeenkomen met hun klassement of met een andere categorie waarin zij gevraagd hebben te worden ondergebracht.

§ 3. Na afloop van de in alinea 2 hiervoor bepaalde termijn, stelt de Minister de erkenning vast in de door de vereniging gekozen categorie ofwel de intrekking van hun erkenning.

§ 4. Op die datum wordt de jeugdvereniging, erkend krachtens dit decreet, voor de toepassing van artikel 10 tot 18 van het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders, geacht te beantwoorden aan de voorwaarden voorgeschreven voor de erkenning als organisatie voor permanente opvoeding.

Art. 15. Op voorstel van de Franstalige Jeugdraad blijven de jeugdverenigingen die vóór de in voege treding van dit decreet waren erkend en die binnen de 3 jaar na de van kracht worden worden fusioneerend met andere verenigingen, erkend als jeugdbeweging of jeugddienst, in hoofde van de integrerende vereniging, voor een termijn van vijf jaar van een gewone jaarlijkse toelage genieten die overeenkomt met :

- een forfaitaire basistoelage voorzien in artikel 6;
- een tussenkomst in de personeelsuitgaven voorzien in artikel 7, ten belope van de taken die in aanmerking werden genomen voor de berekening van de laatste gewone jaarlijkse toelage die hun afzonderlijk werden toegekend;
- een tussenkomst in de werkingskosten ten belope van het bedrag van de uitgaven die in aanmerking werden genomen voor de berekening van de laatste gewone jaarlijkse toelage die afzonderlijk werd toegekend.

#### HOOFDSTUK IV. — Overgangsmatregelen

Art. 16. § 1. De gewone jaarlijkse toelage voorzien in artikel 6, 7 en 8 van dit decreet zijn voorlopig beperkt tot :

1. voor het eerste rekeningsjaar dat dit decreet van kracht is :
  - aantal personeelsleden in vast dienstverband die in aanmerking komen voor artikel 7, alinea 1 :
  - gedeelte van de tussenkomsten voorzien in artikel 8 :
    - 60 pct. van de eerste schijf;
    - 50 pct. van de tweede en de derde schijf;
    - 30 pct. van de vierde schijf;
    - 10 pct. van de vijfde schijf.
2. voor het tweede rekeningsjaar dat dit decreet van kracht is :
  - aantal personeelsleden in vast dienstverband die in aanmerking komen voor artikel 7, alinea 1 :
  - één bestuursverantwoordelijke;
  - één secretariaatsbediende;

— gedeelte van de tussenkomst voorzien in artikel 8 :  
op één dezelfde wijze als voorzien voor het eerste rekeningsjaar :

3. voor het derde rekeningsjaar dat dit decreet van kracht is :  
— aantal personeelsleden in vast dienstverband die in aanmerking komen voor artikel 7, alinea 1 :

op één en dezelfde wijze als voorzien voor het tweede rekeningsjaar;

— gedeelte van de tussenkomst voorzien in artikel 8 :  
60 pct. van de eerste schijf;  
50 pct. van de tweede en de derde schijf;  
40 pct. van de vierde schijf;  
15 pct. van de vijfde schijf.

4. voor het vierde rekeningsjaar dat dit decreet van kracht is :  
— aantal personeelsleden in vast dienstverband die in aanmerking komen voor artikel 7, alinea 1 :

op één en dezelfde wijze als voorzien voor het derde rekeningsjaar;

— gedeelte van de tussenkomst voorzien in artikel 8 :  
60 pct. van de eerste schijf;  
55 pct. van de tweede schijf;  
50 pct. van de derde schijf;  
40 pct. van de vierde schijf;  
15 pct. van de vijfde schijf.

§ 2. Vanaf het vijfde rekeningsjaar dat dit decreet van kracht is worden de gewone toelagen vastgesteld in volledige toepassing van artikel 6, 7 en 8 van dit decreet.

§ 3. In geen geval kan de jeugdvereniging, bij toepassing van de overgangsmatregelen, een toelagebedrag bekomen krachtens het koninklijk besluit van 20 juli 1971, voor eenzelfde toegelaten uitgavebedrag.

Art. 17. Wordt ingetrokken : het koninklijk besluit van 20 juli tot vaststelling van de criteria volgens welk toelagen worden verleend, aan de door de Minister van Franse Cultuur erkende jeugdorganisaties.

Art. 18. Dit decreet treedt op 1 juli 1980 in werking.

Vaardigen dit decreet uit, bevelen dat het met 's Lands zegel bekleed en door het Belgisch Staatsblad wordt bekend gemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 juni 1980.

#### BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van de Franstalige Gemeenschap,

M. HANSENNE

Gezien en gezegeeld met 's Lands zegel :

De Minister van Justitie,

H. VANDERPOORTEN

#### Nationale Orden. — Benoemingen. — Bevorderingen

Bij koninklijk besluit van 7 juli 1980, worden de Gouden Palmen in de Kroonorde verleend aan :

De heren :

Ruffin, Serge Marcel, scheidsrechter van de provinciale commissie van Henegouwen;

Schmets, Jacques Joseph, voorzitter van de « Société de Tir St.-Paul » te La Calamine;

Vertriest, Roger Emile, scheidsrechter van de U.R.B.S.F.A.

#### Ordres nationaux. — Nominations. — Promotions

Par arrêté royal du 7 juillet 1980, les Palmes d'Or de l'Ordre de la Couronne sont décernées à :

MM. :

Ruffin, Serge Marcel, arbitre de la commission provinciale du Hainaut;

Schmets, Jacques Joseph, président de la « Société de Tir St.-Paul » de la Calamine;

Vertriest, Roger Emile, arbitre de l'U.R.B.S.F.A.